

SAINT-PIRIEST SOCIAL

Les quatre premières familles roms sont arrivées dans « le village d'insertion »

Après Saint-Genis-les-Ollières, c'est au tour de Saint-Priest d'accueillir un « village d'insertion ». D'ici la mi-janvier, 16 familles roms, qui vivaient dans des bidonvilles, emménageront dans des bungalows installés, sur décision du préfet, rue de Provence, dans la zone industrielle.

Tout n'est pas encore fin prêt, du mobilier devait arriver en fin de journée, et l'aménagement des espaces extérieurs reste à finaliser. Mais c'est en toute discrétion que lundi après-midi, quatre familles roms, soit une vingtaine de personnes, se sont d'ores et déjà installées dans des bungalows, rue de Provence, à proximité de la voie ferrée. Deux familles arrivaient du bidonville de Vaulx-en-Velin (La Soie) et deux autres de celui de Saint-Priest, à côté du parc technologique. D'ici la mi-janvier, 12 autres familles investiront les lieux.

Insertion par l'école et l'emploi

Après celui de Saint-Genis-les-Ollières (Rhône), c'est le second « village d'insertion » qui ouvre ses portes dans le cadre du projet « I2E » (Insertion par l'école et l'emploi). Un programme sur trois ans piloté par la préfecture, en partenariat avec « Habitat et Humanisme » et financé essentiellement par des fonds européens⁽¹⁾. C'est sur la base du volontariat que ces familles roms, qui vivent depuis plusieurs années dans des camps de l'agglomération lyonnaise, ont été retenues pour bénéficier de cette démarche d'intégration. En contrepartie d'un hébergement dans ces préfabriqués durant quelques mois (?), les bénéficiaires se sont engagés contrac-



■ Environ 80 Roms s'installeront dans le village d'insertion implanté sur un terrain communal ayant abrité l'ancienne aire d'accueil des gens du voyage. Photo H.P.

tuellement « à apprendre le français, à scolariser leurs enfants, à respecter les lois de la République, à ne plus recourir à la mendicité⁽²⁾ et à intégrer un dispositif de formation pour accéder à l'emploi. »

« C'est un projet expérimental que certains jugeront utopique, lance Bernard Devert (Habitat et Humanisme). Mais on ne peut se contenter de s'indigner face aux conditions de vie inacceptables de ces populations. Il faut agir. L'Etat nous permet de le faire. »

H.P.

- (1) Sur un coût global de 3 millions pour 3 ans, l'Europe finance 2,6 millions.
(2) Chaque adulte perçoit une aide de 4 € par jour.



■ Les bungalows ont vocation à être un lieu d'hébergement provisoire pour ces familles roms qui arrivent des camps de Vaulx-en-Velin (La Soie) et Saint-Priest, près du parc technologique. Photo Hervé PUIER.

La municipalité sur le qui-vive

Si la perspective d'accueillir des familles roms a déclenché une levée de boucliers à Saint-Genis-les-Ollières parmi une partie de la population, on peut penser que le village d'insertion de Saint-Priest, du fait de sa localisation excentrée, ne devrait donner lieu à aucune manifestation d'hostilité.

Pour autant, Gilles Gascon (Les Républicains), maire de la ville, n'a guère goûté le choix du préfet Michel Delpuech. Il a ainsi bataillé pour obtenir que le premier site retenu, la caserne Chabal où « des projets économiques sont programmés », soit abandonné. A ses yeux, le terrain de la rue de Provence s'apparente donc en substance à un moindre mal. « S'il est propriété de la Ville, il a été réquisitionné par l'Etat et mon opposition au permis de construire précaire ne pouvait empêcher le projet d'aboutir », précise le premier magistrat. Lequel poursuit : « Nous espérons que les engagements pris seront tenus : surveillance du site 24 heures sur 24, et fonctionnement durant trois ans non renouvelables de ce village d'insertion. »

H.P.



■ Les familles s'engagent contractuellement dans une démarche d'insertion. Photo Hervé PUIER